

João Bernardo : L'avenir s'est enfui

En contrebande, un autre avenir a remplacé l'avenir initial.

1

Le Parti communiste portugais fêtera bientôt son centenaire et a placardé partout des affiches proclamant «*L'avenir a un parti.*» Chaque fois que je les vois, je souris et je pense : L'avenir a cent ans.

Le problème est que l'avenir n'a pas attendu.

Karl Marx a élaboré sa méthodologie en partant de l'idée que la contradiction interne était le moteur des transformations. Tel est le sens de la dialectique, directement inspirée par Hegel et héritée des anciens gnostiques, notamment par Jakob Böhme*¹. Rien n'existerait qui ne soit pas porteur de contradictions internes, et tout processus de développement résulterait des chocs générés par ces contradictions. Or, malgré tout ce qui les divise, les marxistes ont unanimement procédé à une opération qui a dénaturé l'héritage de Marx – ils ont immunisé leur maître contre ses contradictions internes. J'ai adopté le point de vue opposé lorsque, pendant la révolution portugaise de 1974-1975, j'ai entrepris d'écrire *Marx crítico de Marx*². Cela me dérangeait que les différents courants marxistes polémiquent en se jetant à la tête les citations de Marx qui leur convenaient le mieux, et qu'elles disent toutes des choses différentes, voire opposées. J'ai donc décidé de comparer ces différences et d'établir un modèle. Un universitaire brésilien m'a accusé un jour, ou peut-être plusieurs fois, d'avoir sélectionné dans cet ouvrage quelques passages du *Capital*, en laissant de côté le reste, alors que j'ai fait exactement le contraire. J'ai cité dans le texte (ou mentionné dans des notes) la totalité des références à chacun des thèmes que j'analysais, et l'écart entre elles m'a servi à détecter la signification des variations et des contradictions de Marx sur ces thèmes. J'ai ainsi cherché à atteindre le noyau de l'œuvre, défini comme son point zéro, qui est le non-dit, ce que l'auteur ne peut s'avouer à lui-même, et à partir duquel il faut éclairer toute l'œuvre. J'ai considéré que la structure d'une œuvre s'explique par le fait que l'articulation de ses composants cache à l'auteur la contradiction centrale, dont il ne peut avoir conscience, sinon il l'aurait déjà résolue et elle ne serait plus la contradiction centrale. C'est pourquoi il est nécessaire d'atteindre le point zéro d'une œuvre pour en détecter le noyau contradictoire, afin de transformer le non-dit en le moment le plus éloquent de cette œuvre. Bien des années plus tard, dans *A sociedade burguesa de um e outro lado do espelho: la Comédie humaine*³, j'ai procédé de la même façon à l'égard des romans de Balzac, trouvant dans la nouvelle «Z. Marcas⁴» le point zéro qui marque la contradiction centrale de *La Comédie humaine*. Ne comprenons-nous pas ainsi mieux la précarité de l'avenir annoncée par Marx ?

Plus tard, en faisant des recherches et en étudiant le fascisme, j'ai rencontré une autre contradiction énorme dans l'œuvre de Marx et d'Engels – le nationalisme, que certains disciples se sont efforcés de balayer sous le tapis afin de purifier l'image de leurs maîtres à penser

¹ Pour les noms suivis d'un astérisque le lecteur pourra se reporter au glossaire établi par le traducteur, page 19 et suivantes (NdT).

² Publié aux éditions Afrontamento, en 3 volumes, 1976 (NdT).

³ Publié chez Editora UEMG, 2017. Si ce livre était traduit en français, son titre pourrait être «La société bourgeoise d'un côté et de l'autre du miroir : *La Comédie humaine*» (NdT).

⁴ Nouvelle publiée dans *La Revue parisienne* du 25 juillet 1840, et qui sera intégrée dans le tome XII de *La Comédie humaine* en 1846 (NdT).

lorsqu'ils ont essayé de les auréoler avec la notion de lutte des classes. Il est vrai que, en analysant le capitalisme sur un plan strictement théorique, Marx et Engels se sont limités aux contradictions entre les classes. Mais, lorsqu'ils se sont penchés sur la politique de leur temps, ce sont les conflits nationaux qui les ont intéressés, et surtout la confrontation de la civilisation germanique avec le panslavisme. La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie a été remplacée ou, plus exactement, transposée dans la lutte contre l'empire russe. Les Polonais furent les seuls Slaves à échapper à l'opprobre qui frappait les autres, précisément parce que, dans leurs efforts pour restaurer l'indépendance nationale, ils menaçaient la solidité du tsarisme. Or, déjà à la Conférence de Londres en 1865, et l'année suivante au Congrès de Genève, lorsque Marx voulut faire de la lutte des Polonais contre la Russie la préoccupation centrale de l'Association internationale des travailleurs, il se heurta aux objections des délégués français et belges, qui firent remarquer qu'il s'agissait d'une association de travailleurs et que, de toute façon, tous les peuples opprimés méritaient la même importance.

Mais seule la lutte contre l'Empire russe et le panslavisme préoccupait Marx et Engels, de sorte que les Slaves du Sud sous l'Empire ottoman ne bénéficiaient pas de la sympathie dont jouissaient les Slaves polonais et qu'ils étaient relégués, avec d'autres nationalités opprimées, parmi les peuples «sans histoire». Engels alla même jusqu'à classer comme «coupeurs de têtes» les peuples qui luttèrent contre la domination ottomane, tandis que Marx considérait «la paysannerie turque, et donc la masse du peuple turc» comme «sans doute le représentant le plus actif et le plus moral de la paysannerie d'Europe». Quand tous deux analysaient les conflits pratiques de l'époque, ils ne s'intéressaient pas à l'émancipation de toutes les nationalités opprimées, et encore moins à la lutte du prolétariat, mais exclusivement à l'attaque contre l'Empire russe en tant que principal représentant du slavisme⁵.

Ayant consacré pas mal de pages des *Labirintos do fascismo*⁶ (Labyrinthes du fascisme) à analyser cette question, je me contenterai ici de conseiller la lecture de deux anthologies qui rassemblent les textes de Marx et Engels où le nationalisme est le plus présent, l'une mise au point par Paul W. Blackstock et Bert F. Hoselitz (*The Russian Menace to Europe, by Karl Marx and Friedrich Engels*, The Free Press, 1952) et l'autre par Roger Dangeville (*Marx et Engels. Écrits militaires. Violence et constitution des États européens modernes*, L'Herne, 1970), ainsi qu'un excellent ouvrage de Roman Rosdolsky : *Friedrich Engels et le problème des peuples «sans histoire». La question des nationalités dans la Révolution de 1848-1849 à la lumière de la «Nouvelle Gazette Rhénane»* (Éditions Syllepse, 2019, et disponible en ligne).

Très vite, le nationalisme a cessé d'être limité à une place accessoire. Le marxisme et le nationalisme se sont confondus. Et puisqu'une nation n'est rien d'autre que la zone de pouvoir d'un État – qui peut disparaître, mais dont on se souviendra comme d'un idéal— le marxisme nationaliste présuppose nécessairement, dans la sphère économique, un capitalisme d'État*. Cette évolution s'est achevée dans la révolution dite *russe*, qui a commencé en 1916 comme un épisode d'une révolution globalement européenne et s'est terminée quelques années plus tard par un capitalisme d'État national⁷. À partir de ce moment-là, ce modèle a dominé. À l'exception d'individus isolés et de petits groupes périphériques, l'écrasante majorité des marxistes – et c'est seulement à eux que je me réfère ici – a prôné le nationalisme dans la sphère politique et le capitalisme d'État dans la sphère économique.

Entre-temps, un processus symétrique s'est produit et la notion d'impérialisme n'a plus signifié une expansion du capital, sous l'impulsion du capital financier, mais exclusivement

⁵ João Bernardo : «Marxisme et nationalisme. (1) L'antislavisme d'Engels et de Marx», <https://nfnf.eu/spip.php?article917> (NdT).

⁶ La dernière édition portugaise a été publiée chez Hedra, 6 volumes, 2022 (NdT).

⁷ Cf. João Bernardo : «Marxisme et nationalisme (2) : Les communistes russes et la question nationale», <https://nfnf.eu/spip.php?article918> (NdT).

certaines États et certains peuples, dans un sens péjoratif qui confinait et confine parfois au racisme. Au lieu de caractériser un pays par la situation de la classe ouvrière, les marxistes en sont venus à le définir par sa politique étrangère. Lorsqu'ils sont considérés comme anti-impérialistes, ce qui aujourd'hui signifie simplement anti-américains, les régimes les plus atroces et les plus répressifs reçoivent l'*imprimatur*.

Et ainsi, la lutte des classes s'est transformée en une lutte des nations. Comme je l'ai écrit dans *Labyrinthes du fascisme*, «*cette transformation de la lutte des classes en lutte des nations, ou, peut-être plus exactement, cette conversion de chaque champ des luttes nationales en représentant d'une classe sociale ou d'une autre, a ouvert la brèche théorique et pratique où le fascisme allait plus tard prendre racine*». En fait, c'est exactement l'opération qu'Enrico Corradini* et Kita Ikki* ont réalisée et qui a servi à fonder le fascisme aux extrémités géographiques du monde capitaliste de l'époque, l'Italie et le Japon⁸. D'une théorie des classes sociales, le marxisme fut réduit par la plupart des marxistes à une géopolitique, légitimant l'opposition que les fascistes établissaient entre «*nations prolétariennes*» et «*nations ploutocratiques*». En contrebande, un autre avenir avait remplacé le premier.

La notion de tiers-monde émergea au cours de ce processus, et le tiers-mondisme, qui depuis plusieurs décennies se présentait comme le nouvel avenir, n'est rien d'autre que du néofascisme qui porte des vêtements et des ornements empruntés au marxisme. Le tiers-mondisme suppose, tout d'abord, que la richesse des métropoles provient du pillage des colonies et, ensuite, que les profits ainsi obtenus servent à corrompre la classe ouvrière des métropoles en lui versant des salaires élevés. La notion d'«*aristocratie ouvrière*»⁹ est indispensable dans cette fiction ; elle sert d'argument pour prétendre que, dans les métropoles, les intérêts des travailleurs coïncideraient avec ceux des capitalistes, ce qui, dans un mouvement réciproque, a inspiré, dans le tiers-monde, l'hypothèse que là-bas le prolétariat et les élites partageraient le même champ.

Pendant, l'analyse historique montre que la richesse tirée du pillage des colonies n'a pas été le mécanisme générateur de l'impérialisme. Je ne fais pas référence au mercantilisme qui a caractérisé les derniers siècles du régime seigneurial européen, mais au type de colonialisme qui a émergé avec le capitalisme à partir de la fin du XVIII^e siècle et surtout après le milieu du XIX^e siècle. À l'origine, ces entreprises coloniales n'étaient pas rentables. En Inde, l'expansionnisme militaire soutenu par le gouvernement britannique fut tellement préjudiciable aux intérêts économiques et financiers de la Compagnie des Indes orientales que celle-ci dut être liquidée et que ses fonctions furent reprises par des instances désignées par les dirigeants de la métropole. Un processus équivalent se produisit en Afrique. Les entreprises privées avaient pris l'initiative de développer l'expansion coloniale, formant même leurs propres armées, mais elles ne parvinrent jamais à rentabiliser les territoires qu'elles dominaient, jusqu'à ce que finalement les gouvernements des métropoles soient contraints de prendre en charge l'exploitation coloniale. L'exemple le plus flagrant est celui du paradoxalement nommé «*État libre du Congo*», qui était en fait la propriété privée du roi des Belges, où l'exploitation des indigènes fut menée avec une cruauté si absurde qu'elle atteignit la limite zéro de la plus-value

⁸ Cf. João Bernardo, *Ils ne savaient pas encore qu'ils étaient fascistes*, Editions Ni patrie ni frontières, 2021 et en ligne <https://nfnf.eu/spip.php?article859> (NdT).

⁹ Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916) Lénine écrit : «*le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus "large" et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'États particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple "tonte des coupons"*. *L'exportation des capitaux procure un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs [...]. On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière*» (NdT).

absolue et que cette énorme entreprise fit faillite. Il fallut que l'État belge achète au monarque une colonie qui, dans la situation où elle se trouvait, n'avait aucune valeur.

L'origine du problème est strictement sociale. En Afrique, outre les milliers d'esclaves capturés par les potentats autochtones, qui les gardaient à leur service, les paysans restants étaient exploités par ces potentats dans des systèmes plus ou moins serviles et produisaient des biens qui, lorsqu'ils n'étaient pas remis en guise de tribut, étaient consommés à leur propre profit ou échangés sur le marché. Cependant, ces paysans étaient extrêmement réticents à se laisser transformer par les nouveaux colonisateurs en un prolétariat salarié, c'est-à-dire en vendeurs non pas de marchandises mais de leur propre temps de travail. Pour pousser à cette transformation, les autorités coloniales imposèrent des taxes par unité d'habitation, de sorte que les paysans furent forcés de devenir salariés afin d'obtenir l'argent exigé par les collecteurs d'impôts. Mais la résistance continua, car ils préféraient acquérir l'argent en produisant des biens à vendre sur le marché, plutôt que de vendre leur temps de travail pour un salaire.

En bref, au début du colonialisme capitaliste et pendant plusieurs décennies, les entreprises n'ont pas pu accumuler des profits en extorquant de la plus-value dans les colonies. Au contraire, l'exploitation de la classe ouvrière métropolitaine a facilité l'expansion impérialiste du capitalisme. Et cette exploitation a ensuite permis aux gouvernements métropolitains de reprendre à long terme les entreprises coloniales, le capital privé s'étant révélé incapable de les maintenir. Les profits obtenus, directement ou indirectement, par l'exploitation du prolétariat métropolitain ont donné aux compagnies le temps nécessaire pour convertir les Africains en producteurs de plus-value, assurant ainsi désormais au capital issu des métropoles une «base sociale de soutien» dans les colonies. Et, plutôt que de révéler l'existence d'une mythique «aristocratie ouvrière», les salaires plus élevés que les travailleurs des métropoles avaient commencé à gagner indiquaient seulement le développement de la plus-value relative¹⁰. Comme toujours dans le capitalisme, le moteur de l'expansion était la plus-value relative et non le pillage, inclus dans les mécanismes de la plus-value absolue.

Dans le deuxième volume de *Marx crítico de Marx*, j'ai proposé un modèle économique différent de celui du marxisme classique, modèle que j'ai ensuite développé dans les troisième et quatrième parties d'*Economia dos conflitos sociais*¹¹, et qui permet une autre compréhension du colonialisme. Dans *Le Capital*, Marx suppose que les travailleurs d'une entreprise sont directement exploités par ses propriétaires, considérant ainsi l'entreprise individuelle comme représentative du capital total, et vice versa. J'ai appelé cela le «*modèle de l'entreprise unique*». Au contraire, selon moi, l'ensemble des travailleurs produisent de la plus-value pour l'ensemble

¹⁰ Selon Marx, «*Je nomme plus-value absolue la plus-value produite par la simple prolongation de la journée de travail, et plus-value relative la plus-value qui provient au contraire de l'abréviation du temps de travail nécessaire et du changement correspondant dans la grandeur relative des deux parties dont se compose la journée. Pour qu'il fasse baisser la valeur de la force de travail, l'accroissement de productivité doit affecter des branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de cette force, c'est-à-dire des industries qui fournissent ou les marchandises nécessaires à l'entretien de l'ouvrier ou les moyens de production de ces marchandises. En faisant diminuer leur prix, l'augmentation de la productivité fait en même temps tomber la valeur de la force de travail. Au contraire, dans les branches d'industrie qui ne fournissent ni les moyens de subsistance ni leurs éléments matériels, un accroissement de productivité n'affecte point la valeur de la force de travail.*» (*Le Capital*, livre I) (NdT).

¹¹ La seconde édition du livre portugais est disponible en ligne et il existe aussi une traduction française du septième et dernier chapitre, sous le titre *Economie des processus révolutionnaires* (éditions Vosstanie) ainsi que plusieurs émissions en français autour de cet ouvrage sur <https://vosstanie.blogspot.com/> (NdT).

des capitalistes qui s'approprient ensemble cette plus-value. La plus-value n'est répartie entre les capitalistes qu'après cette appropriation et grâce aux mécanismes de la concurrence. Cela implique que le capital global ne doit pas être considéré comme une somme indifférenciée d'entreprises individuelles, et pour composer une structure du capital global diversifiée sur le plan interne, j'ai introduit les notions de Conditions Générales de Production* et d'Unités Particulières de Production*.

La concurrence entre capitalistes se déroule dans la relation des Unités Particulières de Production aux Conditions Générales de Production, à travers un processus que j'ai appelé la «*concurrence dans la production*». Bien que les travailleurs soient exploités par l'ensemble des capitalistes, le processus d'exploitation n'est pas uniforme ; si la valeur d'un type de bien donné est déterminée par le temps de travail socialement requis par l'ensemble des entreprises pour le produire, alors les entreprises qui atteignent un degré de productivité supérieur à la moyenne occupent une position favorable dans la distribution de la plus-value par rapport aux entreprises dont la productivité est inférieure à la moyenne. En articulant ces deux notions, celle de la production et de l'appropriation globale de la plus-value et celle de la concurrence dans la production, j'ai établi une relation entre valeurs et prix qui vise à éviter les paradoxes, ou franchement les erreurs, dans lesquels Marx est tombé lorsqu'il a abordé le problème.

Ce modèle économique permet de comprendre les résultats de la recherche historique dans la critique du tiers-mondisme. Les capitalistes des métropoles ne s'approprient pas une tranche de la plus-value produite par les travailleurs du tiers-monde. Tous les travailleurs, tant dans le tiers monde que dans les métropoles, produisent globalement la plus-value, que les capitalistes se disputeront ensuite entre eux. Et si les travailleurs sont mieux payés dans les métropoles et que le capital s'accumule, c'est parce que le développement de la plus-value relative y est plus avancé.

Permettez-moi de comparer deux pays ayant un nombre d'habitants similaire, la Suède (10,4 millions) et Haïti (11,4 millions), et, pour éviter les distorsions, prenons la situation avant la récente pandémie de la COVID. Considérons les investissements directs étrangers, c'est-à-dire les investissements originaires d'un pays et dirigés vers un autre, qui assurent à l'investisseur le contrôle, ou du moins un intérêt durable et une influence décisive, dans l'entreprise dans laquelle le capital est investi. Il s'agit du type d'investissement caractéristique des entreprises multinationales et transnationales. Mesurés en millions de dollars, les flux¹² de ces investissements dirigés vers Haïti ont atteint un pic de 375 en 2017, en 2018 ils ont chuté à 105 et en 2019 à 75. En comparaison, vers la Suède, les flux d'investissements directs étrangers, mesurés également en millions de dollars, étaient de 14249 en 2017 et 3 857 en 2018, avec un pic en 2019 où ils ont atteint 20 568. Si on prend en compte l'indicateur des stocks d'IDE¹³, mesurés en millions de dollars, en Haïti il est passé de 95 en 2000, à 625 en 2010 et à 1925 en 2019. En Suède, aux mêmes dates, l'indicateur est passé de 93 791, à 352 646 puis à 339 543. Il est simplement bien plus rentable pour les capitalistes d'exploiter les travailleurs suédois, malgré leurs salaires élevés, que d'exploiter les Haïtiens qui reçoivent une paie misérable. La clé de ce paradoxe apparent réside dans la productivité, mécanisme interne de la plus-value relative, et le parallèle établi entre Haïti et la Suède nous aide à représenter, de manière extrême, la situation comparative entre le tiers monde et les métropoles ou, pour ceux qui préfèrent une autre terminologie, entre la périphérie et le centre.

¹² Selon l'OCDE, ces flux financiers «*regroupent les acquisitions ou cessions de participations, le réinvestissement de bénéfices et les prêts interentreprises*».

¹³ Cet indicateur est exprimé en dollars et en pourcentage du PIB. Selon l'OCDE, «*Les stocks d'investissements entrants sont les investissements directs détenus par des non-résidents; les stocks d'investissements sortants sont les investissements directs détenus dans d'autres économies.*»

Les profits des capitalistes des métropoles ne s'expliquent pas par le pillage qu'ils opéreraient sur le prolétariat du tiers-monde, car c'est vers les métropoles et non vers le tiers-monde qu'ils dirigent la majeure partie de leurs investissements. Dans la compétition pour la répartition de la plus-value produite au niveau mondial, la plupart des capitalistes du tiers monde ne peuvent atteindre dans leurs entreprises qu'un degré de productivité inférieur à la moyenne. Tel est le cœur du problème, mis en évidence par la différence sociale entre les élites de la périphérie et celles du centre. La corruption et le gaspillage pratiqués par les classes dirigeantes du tiers-monde contrastent avec la capacité concurrentielle des capitalistes implantés dans les pays plus développés. Au lieu d'investir dans leur pays, une partie considérable des élites du tiers monde dépensent pour leur propre bénéfice, c'est-à-dire que, au lieu de stimuler la plus-value relative en augmentant la productivité, elles s'engagent dans un pillage qui renforce la plus-value absolue.

Cela ressemble à une hérésie abominable pour les tiers-mondistes ; en effet, leur idéologie confond les intérêts des travailleurs avec ceux des capitalistes – dans les métropoles, ils croient que, grâce à des salaires relativement élevés, les travailleurs participeraient à un pillage opéré par les capitalistes des métropoles sur le tiers-monde ; et, dans le tiers-monde, ils pensent que les travailleurs et les capitalistes locaux seraient, ensemble, victimes de cette cupidité. Mais, tandis que dans les métropoles, les travailleurs n'ont jamais cessé de lutter contre leurs patrons, dans le tiers-monde, les élites locales ont réussi à ligoter les travailleurs.

Assimilé par le tiers-mondisme, le marxisme nationaliste, ou plus exactement le nationalisme déguisé en marxisme, a contribué à convaincre les travailleurs de la périphérie que leur misère serait principalement due aux habitants du centre. C'est à cela que servent les théories de la dépendance, qui visent à absoudre les capitalistes de la périphérie de la stagnation des investissements dont ils sont responsables. Il peut être utile d'étudier l'évolution des États-Unis depuis la fin de la guerre de Sécession, qui a permis un profond remaniement des classes dirigeantes et engendré l'énorme croissance économique du pays. Même si les marxistes nationalistes ont du mal à l'admettre, le capitalisme américain n'a pas commencé à prospérer parce qu'il a pillé d'autres pays, mais parce qu'il a remodelé ses classes dirigeantes. C'est à partir de là qu'il s'est développé. Au contraire, dans d'autres pays, en Amérique latine par exemple, ou en Afrique, les élites ont été incapables de se renouveler en interne. Quiconque veut critiquer les théories de la dépendance dans une perspective de classe doit les transformer en une théorie critique des élites.

Aujourd'hui, alors que la transnationalisation du capital a aboli les frontières économiques, les identités se présentent comme la nouvelle périphérie. Les identitarismes sont une reconstitution du nationalisme et l'adoption récente de l'identitarisme par le marxisme perpétue, en l'adaptant aux circonstances actuelles, l'héritage nationaliste, servant de la même manière à soumettre les travailleurs aux intérêts des élites montantes. Après tout, l'ancien avenir annoncé par Marx a dégénéré en l'avenir des nouvelles élites.

2

Parfois, les réponses manquent la cible parce que nous oublions de retourner les questions. Au lieu de démontrer, par exemple, que tel pays n'est pas communiste et que, par conséquent, les marxistes qui le soutiennent ont tort, il est intéressant de procéder à l'inverse et d'utiliser ce soutien pour définir ce qu'ils entendent par *communisme*. Un mot n'est rien d'autre que le sens qu'on lui donne. Le contraste entre ce que ces marxistes revendiquent dans leur propre pays et les régimes qu'ils promeuvent comme modèle ne devrait pas nous surprendre. Ils ne parlent que de «liberté» et de «bien-être» parce qu'ils savent que, sinon, ils seraient encore plus isolés qu'ils ne le sont déjà. Mais il s'agit uniquement d'un tremplin qui leur permettra d'essayer de mettre

en œuvre leur idéal d'absence de liberté et de bien-être, à l'exception des sommets de la bureaucratie.

Pour donner deux exemples locaux, en 2001, alors que le Parti communiste du Brésil (PCdoB) exprimait son inquiétude quant aux risques que Fernando Henrique Cardoso* ferait courir à la démocratie brésilienne, les militants de l'Union de la jeunesse socialiste (UJS), organe de jeunesse du PCdoB, chantaient en chœur «*Le piolet de Ramón/ Dans la nuque de Léon¹⁴*», faisant ainsi l'éloge du plus abject des nombreux assassinats politiques ordonnés par Staline. Et alors que j'écris ces lignes, le Parti de la cause des travailleurs (Partido da Cause Operaria), tout en faisant l'éloge de Lula, exprime également son admiration pour les talibans. Ce qu'ils disent d'un côté prépare le terrain pour ce qu'ils voudraient faire de l'autre.

Le communisme, tel qu'il était compris lorsque le mot a été créé, n'a plus aucune importance pour ceux qui se proclament aujourd'hui ses défenseurs. L'avenir a changé. La refonte des rapports de production ne les intéresse plus, ni la liberté de décision collective. Dans une série de six articles *Anticapitalisme. Anti...quoi ?*¹⁵, j'ai essayé de démêler cet écheveau politique. Leur notion du communisme laisse intactes les rapports de travail, seul domaine dans lequel, au sens ancien du terme, il serait légitime de se réclamer du communisme. Cela permet de définir ce que l'on entend aujourd'hui par communisme, mais je dois aborder ici un autre aspect. En effet, dans toute la collection de faillites citées en exemple par ces gens-là, un seul pays se distingue par sa réussite économique : la Chine. L'écrasante majorité des marxistes¹⁶ évoquent donc la Chine quand ils ont besoin de crier : *Victoire !* Ils ont identifié le communisme à la croissance du produit intérieur brut par habitant, et ils désignent la Chine comme la preuve que l'avenir est arrivé après tout. Drôle de raisonnement, car si le capitalisme d'État chinois peut aujourd'hui présider au développement économique, dans d'autres pays, il n'était pas nécessaire d'attendre un tel avenir – le passé du capitalisme privé suffisait.

Mais même si je devais accepter les termes dans lesquels les marxistes font presque unanimement l'éloge de la Chine, le problème immédiat est ailleurs : le modèle chinois actuel parviendra-t-il à s'imposer de manière durable ? Sous le capitalisme, le développement économique nécessite, d'une part, la destruction créatrice : des crises sectorielles doivent en permanence déblayer le terrain pour permettre l'émergence de nouvelles techniques et de nouvelles formes d'organisation. D'autre part, la plus-value relative ne peut croître au-delà d'un certain point qu'en rentabilisant la créativité des travailleurs, ce qui nécessite des espaces de discussion et une vie intellectuelle suffisamment active pour promouvoir l'originalité. Dans un tel cas, un régime qui prétend planifier à l'avance toutes les innovations économiques et techniques et qui cherche à confiner l'ensemble de la société dans un modèle rigide sera battu dans la compétition par des régimes qui admettent l'initiative entrepreneuriale et permettent aux citoyens d'avoir une vie privée et une certaine marge de liberté.

¹⁴ Allusion à l'agent stalinien Ramon (Mercader) qui assassina Léon (Trotsky) en le frappant à la tête avec un piolet (*NdT*).

¹⁵ Titre du livre paru en 2021 aux Éditions *Ni patrie ni frontières*, disponible également en ligne (*NdT*).

¹⁶ On peut supposer que l'auteur évoque ici des intellectuels «marxistes» des pays du Sud car les organisations maoïstes hégémoniques en Europe, dans les années 1960-1970, en France, en Allemagne et en Italie, mais aussi en Suède et au Danemark, ont totalement disparu et que leurs ex-dirigeants, quand ils sont devenus des intellectuels ou des politiciens, se gardent bien de citer la Chine en exemple. Il ne reste plus que trois OVNI politiques formés principalement par d'ex-maoïstes : le Bloc de Esquerda au Portugal, le Parti du Travail en Belgique ou le *Socialistische Partij* néerlandais, dont on ne peut pas dire que les productions «théoriques» aient un grand rayonnement à l'extérieur de leurs frontières... et même à l'intérieur (*NdT*) !

Tel est le dilemme, et jusqu'à récemment, la Chine en était un bon exemple : le décollage de la productivité et l'énorme croissance économique obtenus par les réformes introduites par Deng Xiaoping à la suite de la troisième session plénière du 11^e Comité central du Parti communiste en décembre 1978 étaient principalement dus à la suppression du cadre restrictif imposé par le maoïsme. La Chine semble avoir trouvé une formule permettant d'articuler l'ancien capitalisme d'État et le nouveau capitalisme privé afin de renforcer les capacités des deux.

Cependant, il semble maintenant que Xi Jinping ait l'intention d'imposer un autre type d'étatisme : il veut remplacer en grande partie le marché privé par l'État et confier à l'État certaines fonctions jusqu'alors assurées par la libre activité des entreprises sur le marché. Ceci est particulièrement visible, pour l'instant, dans le secteur informatique. «*Les autorités chinoises, écrit The Economist le 14 août 2021, affirment qu'elles limitent le pouvoir des grandes plateformes technologiques afin de rendre l'économie plus compétitive et donc plus productive*¹⁷.» Mais ce qui caractérise le marché, tant le marché entre les entreprises que le marché du travail, c'est la capacité d'improvisation et de flexibilité, précisément les deux facteurs que l'étatisme économique est incapable de reproduire. Aujourd'hui, l'objectif de Xi Jinping n'est pas seulement d'utiliser le pouvoir de l'État pour stimuler la concurrence entre les grandes plateformes technologiques et arbitrer les éventuels conflits d'intérêts, mais d'attribuer à l'État les fonctions de la concurrence, c'est-à-dire d'obtenir les résultats de la concurrence... sans la concurrence. Est-ce possible ? Cette question débouche sur une question plus fondamentale : un État peut-il obtenir les résultats obtenus par des travailleurs jouissant de la liberté d'organisation dans un autre pays... sans permettre cette liberté au sein de ses propres frontières ?

Il convient de préciser que le degré de surveillance par vidéo et Internet ne dépend pas du caractère autoritaire (ou non) d'un gouvernement, mais de sa sophistication technologique. Une dictature technologiquement arriérée soumet la population à une surveillance incomparablement moindre qu'une démocratie technologiquement avancée. Cependant, si elles jouissent du même niveau technologique, les dictatures et les démocraties exercent le même degré de surveillance. La reconnaissance faciale qui, en Chine, contribue à envoyer les Ouïghours dans des camps de concentration, ou de rééducation, est la même que celle qui aide les grandes entreprises occidentales à prospecter le marché, et les forces de police occidentales modernes à attraper ceux qui enfreignent la loi. Seule différence : sous le capitalisme d'État, la surveillance a pour sœurs jumelles le formatage selon un modèle politique et social unique et les restrictions à la mobilité individuelle, alors que, dans les démocraties capitalistes, la surveillance est censée marquer un espace de liberté et n'agit que lorsque les limites de cet espace sont violées.

La différence est fondamentale, car dans ces espaces de liberté d'expression et d'organisation naissent des idées et des pratiques que les entreprises peuvent récupérer et assimiler dans les processus de travail et les nouvelles technologies – et c'est le moteur de la plus-value relative. L'histoire du capitalisme a montré que, sans cela, il n'y a pas de croissance économique continue. Aujourd'hui, sous la direction de Xi Jinping, les autorités chinoises, en plus d'utiliser la surveillance au moyen de vidéos et de téléphones portables pour formater non seulement la société mais aussi les comportements individuels, superposent les hiérarchies du parti aux hiérarchies dans les rapports de travail.

Dans leur propagande, Xi Jinping et ses porte-parole ont présenté le groupe Hodo comme une organisation modèle. Active dans le textile et la confection, cette entreprise industrielle familiale emploie 30 000 personnes dans la province de Jiangsu. Répartis entre plus de cent

¹⁷ <https://www.economist.com/briefing/2021/08/14/chinas-future-economic-potential-hinges-on-its-productivity> .

cellules, environ mille de ses salariés sont membres du Parti communiste chinois. Le directeur général de l'entreprise, Zhou Haijiang, est également secrétaire du Parti, et d'autres gestionnaires occupent également des postes de direction au sein du comité qui supervise l'activité de toutes les cellules du Parti dans l'entreprise. Il n'est donc pas surprenant que le directeur du département des ressources humaines contrôle l'organisation du Parti ; que le responsable du développement de la marque supervise la section propagande du Parti ; et que le président du conseil de surveillance de l'entreprise soit responsable de la discipline du Parti. Ce modèle, dans lequel la hiérarchie du Parti reproduit la hiérarchie de l'entreprise, est promu sous un nom très significatif : le «*système entrepreneurial moderne aux caractéristiques chinoises*». Dans le fascisme classique, malgré l'absence de «*caractéristiques chinoises*», la situation n'était pas différente.

Prêché par les autorités et correspondant aux inquiétudes disciplinaires des patrons, le modèle Hodo s'est répandu et aujourd'hui, dans environ la moitié des entreprises privées où il existe des sections du Parti communiste, le propriétaire est également membre du Parti. «*Pour lui, commente The Economist le 26 juin 2021, il n'est pas difficile d'assumer les fonctions supplémentaires de secrétaire du Parti*¹⁸.» Et comme la Chine engendre l'impérialisme le plus dynamique, grâce à la stratégie d'investissements communément appelée «*Nouvelle route de la soie*», le modèle Hodo a franchi les frontières ; les ambassadeurs chinois sont également des secrétaires du Parti, ayant autorité sur leurs coreligionnaires expatriés, notamment ceux qui travaillent dans les filiales des entreprises chinoises dans les pays où officient les ambassadeurs.

Au total, selon le rapport Hurun, élaboré à Shanghai et cité par *The Economist* du 26 juin 2021, sur les quelque 5 100 membres du parlement chinois et de son organe consultatif, plus de 140 possèdent une fortune supérieure à 2,23 milliards de yuans (320 millions de dollars). Depuis 2013, année où Xi Jinping a été nommé président, en 2018, la fortune combinée des cent députés les plus riches, évaluée à environ 3,9 trillions de yuans, a doublé. La bureaucratie au pouvoir pourra-t-elle se passer du totalitarisme politique parce qu'elle se confondra avec l'oligarchie économique ? Ou, au contraire, voudra-t-elle confirmer sa position en tant qu'oligarchie économique en manipulant le totalitarisme politique ?

La fusion entre les réseaux des entreprises et ceux du parti, ainsi que la superposition des hiérarchies entrepreneuriales à celles du parti enferment la classe ouvrière chinoise dans un contrôle social et politique implacable. Tout comme Xi Jinping souhaite apparemment que l'État fasse fonctionner les mêmes mécanismes que ceux permis par la concurrence entre les entreprises privées, il souhaite également obtenir les résultats de la plus-value relative en maintenant les travailleurs dans un système disciplinaire qui n'a jusqu'à présent conduit qu'à une plus-value absolue. Cependant, il ne me semble pas possible qu'un État atteigne les résultats permis par la liberté d'organisation des travailleurs dans un autre pays, sans concéder cette liberté sur son propre territoire.

Certes, la division entre capitalisme d'État et capitalisme de marché, même si elle est utile voire même indispensable, est trop radicale ; en effet, le capitalisme de libre marché ne se soustrait jamais totalement à l'intervention économique de l'État, non seulement en tant qu'arbitre mais aussi en tant que promoteur de certaines des principales Conditions Générales de Production. Réciproquement, même les capitalismes d'État les plus stricts n'ont pas réussi à éliminer l'initiative privée, qui persiste sous la forme de l'économie parallèle et du marché noir. Quel est le principal moteur de l'économie : le marché libre ou la centralisation étatique ?

S'il existe un système de contrôle qui maintient des espaces de liberté en son sein, alors les mécanismes de la plus-value relative peuvent fonctionner et la productivité continuera à augmenter. Si les espaces de liberté disparaissent et que le contrôle devient du formatage, les

¹⁸ <https://www.economist.com/special-report/2021/06/23/the-party-is-eager-to-expand-its-influence-within-business>

mécanismes de la plus-value relative seront interrompus et, bien que par des voies différentes de celles suivies par le national-socialisme, nous nous rapprocherons d'un métacapitalisme qui inversera les processus de productivité.

C'est à ce moment que se joue l'avenir de la classe des gestionnaires*, en tant que classe capitaliste ou en tant que classe destinée à dépasser le capitalisme en engendrant un nouveau mode de production fondé sur la répression et la stagnation.

3

Si nous nous rappelons à quoi ressemblait l'avenir qui s'est enfui, la question dramatique posée par les révolutionnaires il y a plus d'un siècle se révèle dans toute son acuité : socialisme ou barbarie ? La classe ouvrière détient la réponse.

Depuis longtemps, depuis que la dissolution interne de la révolution portugaise¹⁹ de 1974-1975 a mis fin aux espoirs suscités dans le monde entier par le mouvement pour l'autonomie durant les années 1960, je me pose, et je pose à d'autres, la question suivante : qu'est-ce qu'être révolutionnaire dans une époque non révolutionnaire ? S'agit-il simplement de lutter pour l'élargissement des espaces de liberté autorisés et contrôlés par la surveillance capitaliste, de jouer à la liberté en restant enfermés entre quatre murs, et en fin de compte de stimuler la production de la plus-value relative ?

Le capitalisme ne se développe pas en réprimant les luttes, mais en les assimilant et en les récupérant ; il transforme les espoirs des travailleurs de trouver des solutions alternatives en des stimuli de la productivité. Pour le capitalisme, la répression est synonyme de stagnation, tandis que la croissance économique repose sur la transformation de la contestation en une augmentation de la productivité. Sans de grands syndicats bien disciplinés, le taylorisme et le fordisme n'auraient pas été introduits et généralisés ; sans les ruptures dans la discipline et la recherche d'autonomie initiées au début des années 1960, les capitalistes n'auraient pas adopté le toyotisme comme forme d'organisation du travail et des chaînes de production dans le monde entier ; sans l'insatisfaction individualiste actuelle et la dissolution des anciens liens, l'ubérisation du travail ne se serait pas généralisée. Mais les travailleurs sont-ils condamnés à reproduire le capitalisme, à maintenir la plus-value absolue lorsqu'ils se soumettent, et à augmenter la plus-value relative lorsqu'ils se révoltent ?

Comme je l'ai déjà écrit à plusieurs reprises, la vie du travailleur a inévitablement deux côtés. En termes simples, l'une consiste à produire de la plus-value pour le capital ; l'autre consiste dans les liens de camaraderie qui ne cessent de se tisser, même sans qu'il y ait de luttes actives, il suffit de fréquenter le bar, la brasserie, le pub, ou le café du coin. Chaque travailleur est une contradiction ambulante, il a un comportement double, et si les administrateurs de l'entreprise parviennent à soumettre ou à récupérer l'une de ces faces, l'autre est rebelle et irrécupérable, car elle diverge structurellement des hiérarchies capitalistes. Cette contradiction interne empêche le capitalisme de se répandre dans tous les pores de la société et de les dominer entièrement. Sans elle, il n'y aurait ni pensée divergente, ni aspiration ou ni rêve d'un avenir différent, qui reflète une autre réalité non moins réelle, celle de la solidarité créée entre camarades.

Nous avons l'habitude de voir ce que l'on appelle encore parfois des *luttes* comme de simples manœuvres des bureaucraties syndicales ou autres. Le capitalisme ne gagne pas grand-chose à les récupérer, parce que, depuis le début, elles ne reposent pas sur l'initiative des travailleurs et

¹⁹ A ce sujet on lira avec profit le livre de Danubia Mendes Abadia, *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)*, Éditions *Ni patrie ni frontières*, 2017 (NdT).

sont fondées sur leur passivité. Elles sont récupérées dès le début. Il y a aussi des foules stridentes qui semblent tout balayer devant elles, mais dont la fureur n'est pas dirigée vers les rapports de travail, mais seulement vers un objet d'aversion externe : une ethnique, un sexe, une préférence sexuelle, un certain style d'attitude, bref, une certaine identité. Ce sont les mouvements les plus néfastes, car les hystéries de masse sont seulement destructrices. En fin de compte, le bon sens et les pieds sur terre ont été le principal frein à ces hallucinations. Il existe aussi les conflits sur le plan symbolique, qui sont une spécialité universitaire très prisée par le capitalisme car, tant que tout se résume à la substitution de symboles, qu'il s'agisse de mots ou de statues, les rapports de travail restent ce qu'ils sont. C'est pourquoi ces discussions occupent tant de place dans l'actualité.

Les luttes auxquelles je fais référence sont différentes : elles impliquent la solidarité entre les travailleurs, solidarité fondée sur des revendications relevant directement des rapports de travail, et admettant le collectivisme qui émane de cette solidarité. Dans l'écrasante majorité des cas, ils ne dépassent pas la phase de gestation, lorsqu'ils se décomposent en conflits qui, bien qu'individuels, ne peuvent se poursuivre sans le soutien ouvert, ou tacite, des collègues. Ces formes de conflit sont étrangères aux étudiants qui préparent un master de sociologie, car aucun travailleur ne répondra aux enquêtes de terrain en expliquant les ruses qu'ils utilisent pour réduire le taux d'exploitation. L'un des objectifs de la gestion d'entreprise est de détecter ces conflits et de les contourner en les insérant dans les routines de travail afin d'obtenir une augmentation de la productivité. Cela ressemble à la condamnation de Sisyphe, mais qui est Sisyphe ici, le travailleur qui voit les conflits être constamment récupérés ou le chef d'entreprise qui voit sans cesse surgir de nouvelles formes de conflits ?

Les liens de solidarité qui se tissent entre les travailleurs au cours de ce processus doivent être discrets, car pour se développer, il faut qu'ils restent inaperçus. Marx a parlé de la Vieille Taupe, et la comparaison était bonne. Encore plus adéquate, peut-être, est la métaphore employée par un personnage de Balzac dans *Modeste Mignon*, le bossu Butscha, qui, ramassant un brin d'herbe, explique à Ernest de La Brière : «*Tenez, voyez ?... Ce gramin prétend que l'homme construit ses palais pour le loger, et il fait choir un jour les marbres les plus solidement assemblés, comme le peuple, introduit dans l'édifice de la Féodalité, l'a jeté par terre. La puissance du faible qui peut se glisser partout est plus grande que celle du fort qui se repose sur ses canons*²⁰.» C'est à ces petits mouvements discrets et quotidiens que je me réfère. Si les ordinateurs et les réseaux sociaux fournissent aujourd'hui aux employeurs et à la police de nouveaux outils de surveillance, ils offrent également aux travailleurs de nouveaux moyens d'établir des liens entre eux.

Ce n'est pas une question de *conscience*, mais de *situation*. Les universitaires et les militants éclairés aiment évoquer la conscience, car pour eux la classe ouvrière n'existe que lorsqu'elle est porteuse d'une conscience donnée, identique à la leur. Or, la classe ouvrière a une existence permanente sur le plan économique en tant que productrice de plus-value, mais son existence sur le plan sociologique n'est que ponctuelle en tant que modèle de comportement et sur le plan idéologique en tant que porteuse de conscience. La conscience, si elle vient, vient plus tard, lorsque la solidarité et le collectivisme atteignent des dimensions appréciables dans les luttes et réussissent à se prolonger de façon durable. Tel est le mécanisme de base, et nous devons concentrer notre attention sur lui.

Dans les années 1960 et au début de la décennie suivante, cette solidarité et ce collectivisme dans la lutte se sont répandus dans le monde entier et, dans certains cas extrêmes, ils ont atteint un niveau supérieur, créant de nouvelles formes de conscience. J'en ai été témoin dans deux pays, j'ai vu cette solidarité remodeler la société. Et le fait qu'il s'agisse d'épisodes éphémères – dans le cours de l'histoire, une année représente seulement un instant – ne signifie pas qu'ils

²⁰ *Modeste Mignon*, Bibliothèque électronique du Québec, p. 356.

ne sont pas réels. Même en physique, les états de la matière qui ne durent qu'une infime partie du temps sont toujours réels et contribuent à la connaissance de la totalité de la matière, en soutenant de nouvelles techniques qui changeront profondément la réalité dans laquelle nous vivons.

Après tout, l'avenir s'est enfui, mais pas le présent.

Dans les pages brillantes de ses *Confessions*, Augustin d'Hippone (autrement dit saint Augustin) soutient que, à chaque instant, il n'y a qu'un seul temps – le présent. Déjà Aristote, dans la *Physique*, avait considéré le présent comme le substrat du temps, mais Augustin d'Hippone place la question dans une perspective strictement humaine, car si «*le temps [...] n'est pas le mouvement d'un corps*», alors le problème du temps a seulement un sens pour les humains.

Augustin d'Hippone commence par se demander «*S'il est vrai que l'avenir et le passé soient, où sont-ils ? Si cette connaissance est encore au-dessus de moi, je sais pourtant que, où qu'ils soient, ils n'y sont ni passé, ni futur mais présent : le futur, comme tel, n'y est pas encore ; le passé, comme tel, n'y est déjà plus. Où donc qu'ils soient, quels qu'ils soient, ils ne sont qu'en tant que présent*²¹.» Ensuite, Augustin d'Hippone réfléchit à une question qui concerne directement le thème central de cet article, l'avenir qui s'est enfui. «*Ainsi dans un récit véritable d'événements passés, la mémoire ne reproduit pas les réalités qui ne sont plus mais les mots nés des images qu'elles ont laissées en passant par nos sens comme les traces de leurs pas. [...] on ne saurait voir que ce qui est. Or, ce qui est déjà, n'est point à venir, mais présent. Ainsi voir l'avenir, ce n'est pas voir ces réalités futures qui ne sont pas encore, mais peut-être les causes et les symptômes qui existent déjà ; prémices de l'avenir déjà présentes aux regards de la pensée qui le conçoit ; et cette conception est déjà dans l'esprit, et elle est présente à la vision prophétique*²².»

Revenant au thème de cet essai dans la perspective exposée par Agostinho de Hippo, je conclus que de l'avenir annoncé il y a un siècle, les mots qui l'ont proclamé demeurent. Et l'avenir que nous pouvons annoncer aujourd'hui, ce sont «*peut-être [ses] causes et [ses] symptômes qui existent déjà*», et que je retrouve dans les liens de solidarité tels qu'ils se tissent aujourd'hui dans le quotidien des luttes actuelles.

Comme Augustin d'Hippone le résume : «*[...] ce qui devient évident et clair, c'est que le futur et le passé ne sont point ; et, rigoureusement, on ne saurait admettre ces trois temps : passé, présent et futur ; mais peut-être dira-t-on avec vérité : Il y a trois temps, le présent du passé, le présent du présent et le présent de l'avenir. Car ce triple mode de présence existe dans l'esprit ; je ne le vois pas ailleurs. Le présent du passé, c'est la mémoire ; le présent du présent, c'est l'attention actuelle ; le présent de l'avenir, c'est son attente*²³.» Quelques pages plus loin, Augustin précise encore : «*[...] dans l'esprit [...], il se rencontre trois termes : l'attente, l'attention et le souvenir. L'objet de l'attente passe par l'attention, pour tourner en souvenir. L'avenir n'est pas encore ; qui le nie ? et pourtant son attente est déjà dans notre esprit. Le passé n'est plus, qui en doute ? et pourtant son souvenir est encore dans notre esprit. Le présent est sans étendue, il n'est qu'un point fugitif ; qui l'ignore ? et pourtant l'attention est durable [...] : ainsi, ce n'est pas le temps à venir qui est long, ce n'est pas le temps passé, qui est long ; un long avenir, c'est une longue attente de l'avenir ; un long passé, c'est un long souvenir du passé*²⁴.»

²¹ *Les confessions par Augustin d'Hippone*, traduction de M. Moreau, 1864, chapitre XVIII, p. 190, disponible en ligne

²² *Les confessions par Augustin d'Hippone*, op. cit.

²³ *Les confessions par Augustin d'Hippone*, op. cit., chapitre XX, p. 191.

²⁴ *Les confessions par Augustin d'Hippone*, op. cit., chapitre XXVIII, pp. 196-197.

À la lumière de ces passages, il serait possible de construire une théologie de l'éternité comme absence de temps, qui servirait à détruire l'abomination calviniste, malgré le fait paradoxal qu'elle se réclame de saint Augustin. Mais je pense que les lecteurs de ce *site* préféreront garder les pieds sur terre. Nous sommes donc aujourd'hui entre un «long passé» qui n'est qu'«*un long souvenir du passé*» et un «long avenir» qui n'est qu'«*une longue attente [anticipation] de l'avenir*».

Karl Marx ne nous a pas légué une boule de cristal, mais une méthode d'analyse critique. Notre matière première est le présent.

João Bernardo, *Passa Palavra*, 23 septembre/7 octobre 2021

João Bernardo débat avec des internautes

Tiago : Permetts-moi cette courte remarque sur un passage de ton article. De nombreuses entreprises privées en Afrique dont les capitaux propres étaient gérés à la Bourse de Londres ont fait faillite, mais cela ne signifie pas que l'État métropolitain ait repris automatiquement un tel patrimoine en faillite. Léopold II, en tant que propriétaire privé de l'État libre du Congo, louait le territoire à des investisseurs privés et gérait ses dividendes en surveillant les investissements et les bénéfices des locataires à la Bourse. Ces baux ont continué après 1909 (date de la mort de cet abominable personnage). UNILEVER est née d'une location en 1920 au Congo belge pour l'exploitation de l'huile de palme, investissement privé aux proportions colossales sans aucune participation du gouvernement belge. Les compagnies à charte en Afrique étaient des «entreprises-pays indépendants». L'ensemble de l'Afrique australe (y compris le Congo) était cotée à la Bourse de Londres. Les capitalistes privés, les investisseurs-actionnaires, définissaient les investissements et, si l'on regarde les trajectoires de certains de ces actionnaires, on peut facilement constater que leurs investissements ne se sont pas arrêtés aux drapeaux nationaux (cette fiction des bourgeoisies impérialistes). Par exemple, l'administrateur-contrôleur de la Compagnie des chemins de fer du Congo (Matadi-Kinshasa), M. Albert Thys, belge de naissance, était également l'investisseur majoritaire de la Compagnie du Mozambique (Manica-Sofala), cette compagnie (fondée en 1892) étant contrôlée par Edmond Bartissol (capitaliste français et grand investisseur privé dans les chemins de fer au Portugal) et Albert Ochs (capitaliste britannique), entre autres -; Albert Ochs (l'un des grands concurrents de Cecil Rhodes en Afrique) était l'un des contrôleurs de l'Oceana Company, dont les investissements prédominaient en Afrique du Sud et dans l'extraction de diamants, et qui, à la fin des années 1890, en vint à contrôler la Compagnie du Mozambique. Un réseau d'investissement de sociétés cotées en bourse a toujours organisé le capitalisme en Afrique. Les administrateurs coloniaux qui dirigeaient ces entreprises sur le sol africain pouvaient même parler portugais au Mozambique (João Azevedo Coutinho, à Beira, dirigeait la Compagnie du Mozambique, par exemple) ou parler français au Congo (Thys lui-même au Congo), mais toujours sur ordre des investisseurs capitalistes qui contrôlaient, en anglais, ces entreprises à la Bourse de Londres. Un détail : dans les poches de pantalon de nombreux travailleurs européens, il était courant de trouver des papiers, des actions, de ces sociétés en Afrique. L'impérialisme était un fait, mais ne se trouvait pas sous le contrôle de l'État métropolitain. Que les drapeaux fussent ceux de la Belgique, de la France, de l'Angleterre ou du Portugal, les affaires étaient réglées dans les banques de Londres.

João Bernardo : Merci pour ton commentaire éclairant. Ce que je voulais dire, très brièvement, c'est que, au départ, les entreprises privées ont assumé en Inde puis en Afrique des fonctions véritablement étatiques, des fonctions souveraines, tant dans la sphère politique que dans les sphères financière et militaire. Mais l'exploitation strictement coloniale n'était pas suffisamment rentable pour que ces entreprises continuent dans cette voie, et les États métropolitains ont jugé nécessaire d'assumer des fonctions politiques et militaires, sans toutefois prendre en charge l'activité économique elle-même, restée entre les mains d'entrepreneurs privés. La situation au Mozambique avec ses compagnies à charte constituait une exception, étant donné la faiblesse de l'État portugais jusqu'à ce que les effets de la restructuration salazariste commencent à se faire sentir. C'est grâce à cette action politico-militaire des branches coloniales des États métropolitains que la plèbe africaine a été progressivement convertie en un prolétariat vendant sa force de travail. Ainsi est née –

tardivement– la base sociale qui a rendu le colonialisme capitaliste rentable en tant qu'entreprise privée.

Benfica : Je suis d'accord avec beaucoup de tes analyses, mais certains points me semblent contradictoires ou insuffisants. Dans ton modèle, s'il «*est simplement bien plus rentable pour les capitalistes d'exploiter les travailleurs suédois, malgré leurs salaires élevés, que les Haïtiens qui reçoivent une paie misérable*», qu'en est-il de la Chine, l'un des pays dans lesquels les capitalistes investissent le plus, avec une forte exploitation de la plus-value relative et des salaires très bas ?

Tu affirmes que «*la corruption et le gaspillage pratiqués par les classes dominantes du tiers-monde contrastent avec la capacité concurrentielle des capitalistes implantés dans les pays plus développés*». N'est-ce pas également contradictoire, puisque, même dans les «*métropoles*», la corruption (et même le gaspillage) sont inhérents au capitalisme ? Dans tes livres, tu cites plusieurs exemples, comme l'importance de la Mafia américaine dans la normalisation des rapports sociaux de production du capital, ou les vestiges des relations seigneuriales dans les rapports capitalistes.

João Bernardo : Je vais essayer de répondre rapidement à chacune des questions.

1) L'exemple de la Chine illustre bien l'accélération de la plus-value relative suite aux réformes lancées lors de la troisième session plénière du 11^e Comité central du Parti communiste en décembre 1978. En quelques décennies, la Chine est passée de l'arriération économique à l'avant-garde des nouvelles technologies, au point que les États-Unis doivent désormais recourir à des armes politiques pour modérer la croissance chinoise, parce qu'ils ne peuvent plus le faire par le biais de la simple concurrence économique. Et les secteurs de pointe en Chine, qui attirent le plus d'investissements, en particulier le plus d'investissements étrangers, versent les salaires les plus élevés par rapport au reste du pays. En outre, les salaires versés par les filiales des sociétés transnationales sont généralement plus élevés que la rémunération moyenne dans les pays où ces filiales sont basées. Je me réfère à la première partie de mon essai «*Os nacionalistas e as transnacionais*²⁵» («*Nationalistes et transnationales*»). Si, dans deux pays, ayant des technologies aussi développées et une main-d'œuvre aussi qualifiée, il existe une différence entre les salaires, les investissements extérieurs iront vers l'Etat où les salaires sont les plus bas. Mais ce mouvement contribue à la pression pour l'égalisation des salaires.

2) Dans *Marx critico de Marx*, je propose en effet le gangstérisme comme modèle de répartition de la plus-value entre les capitalistes. En effet, la plus-value est produite par l'ensemble des travailleurs et appropriée par l'ensemble des capitalistes, qui ne se la distribuent entre eux qu'ensuite. Or, pour effectuer cette répartition intercapitaliste, ils utilisent non seulement les mécanismes du marché mais aussi d'autres formes de pression. Dans ce contexte, j'ai proposé le gangstérisme comme modèle.

Le mécanisme de base de la répartition inégale de la plus-value entre les capitalistes résulte de la manière dont chaque Unité de Production Particularisée parvient, ou non, à se rapporter aux Conditions Générales de Production, et pour cela les pressions extra-économiques sont très importantes. Cela m'a notamment amené à considérer les entreprises comme des entités véritablement capables d'exercer une souveraineté, ce que j'appelle l'État Élargi. Au passage, je me souviens avoir publié sur ce site un article intitulé «*Abaixo a educação e 10% para a corrupção*»²⁶ («*A bas l'éducation et 10% pour la corruption*»). Mais 10% est une chose, 90% en est une autre, et 100% en est encore une autre. À partir d'un certain point, la corruption cesse

²⁵ <https://passapalavra.info/2011/07/41823/> .

²⁶ <https://passapalavra.info/2011/12/50056/> .

d'être le lubrifiant nécessaire au fonctionnement de l'économie et commence à détruire les relations marchandes, empêchant ainsi la vie économique. Pour le dire très succinctement, une économie dans laquelle les élites restent adeptes du clientélisme et du potlatch ne peut fonctionner en termes capitalistes. Ce problème se pose dans une grande partie de l'Afrique, et pas seulement.

Adriano : La question peut sembler déconnectée de l'article, mais j'aimerais mieux comprendre la différenciation entre le régime de la plus-value absolue et celui de la plus-value relative. Ta présentation me donne l'impression que la plus-value absolue serait fondée davantage sur la brutalité de l'exploitation. En ce sens, le développement technologique (machines, etc.) tend à diminuer l'intensité de cette brutalité dans le processus d'extraction de la plus-value. Dans ce cadre, quels peuvent être les effets de l'idéologie «progressiste» des gestionnaires ? Peuvent-ils opposer les emplois qui offrent une plus grande liberté aux travailleurs, où ils se sentent «plus satisfaits» car ils n'ont pas à subir une nouvelle machine destinée à augmenter leur productivité, et qui correspondent à un régime d'exploitation privilégiant la plus-value relative, à la brutalité et au «manque de liberté» d'autres entreprises qui privilégient le régime de la plus-value absolue ?

João Bernardo : Sous leur forme pure, les concepts de plus-value absolue et de plus-value relative font référence à des situations extrêmes. Comme personne ne peut travailler 24 heures sur 24, sept jours sur sept, sans jamais manger, il existe une limite physique que la plus-value absolue ne peut atteindre. Au-delà de cette limite, cependant, les formes extrêmes de la plus-value absolue dépendent de deux facteurs : 1) la capacité de lutte des travailleurs et 2) les conditions physiques et psychiques minimales requises par chaque processus de travail. C'est à partir de là que la plus-value absolue peut tendre à prendre les caractéristiques de la plus-value relative.

Ainsi, pour comprendre les processus économiques dans leur ensemble et surtout dans leur dynamisme, les deux formes de plus-value doivent être considérées comme les pôles d'un champ, ordonnant d'innombrables modes d'articulation entre elles. En particulier, dans une perspective dynamique, il est essentiel de considérer que, tout comme la limite physique de la plus-value absolue la pousse à assumer progressivement certaines caractéristiques de la plus-value relative, il arrive que les systèmes de travail qui ont émergé comme des formes de plus-value relative se transforment, par rapport aux progrès réalisés entre-temps dans d'autres systèmes de travail, en de nouveaux seuils de plus-value absolue. J'ai examiné ce champ complexe d'interrelations de manière plus approfondie dans *Economia dos conflitos sociais*, je me limiterai donc maintenant à esquisser les grandes lignes de mon raisonnement.

Sous le capitalisme, les machines ont toujours été perçues par les travailleurs comme une libération, faisant ainsi partie intégrante de la plus-value relative. Ce fut le cas lorsque les moteurs à vapeur ont supprimé ou réduit l'effort musculaire. L'étape suivante a été franchie par les machines électriques, qui ont encore réduit les efforts musculaires et autres désagréments physiques. Aujourd'hui, nous vivons une troisième étape, dans laquelle l'électronique a aboli tout effort musculaire, concentrant l'activité physique sur les doigts et les yeux, à tel point que les centres de mise en forme ont dû se généraliser, de peur que la population ne devienne trop obèse

Les luddites actifs dans l'Angleterre au début du XIX^e siècle n'étaient pas opposés à toutes les machines, seulement aux nouvelles machines qui simplifiaient le travail et se passaient donc de leurs compétences d'artisans formés dans le système des corporations. Il ne s'agissait pas d'un conflit entre les travailleurs et les machines, mais d'un conflit entre les travailleurs issus des corporations précapitalistes et les travailleurs formés par le capitalisme. Ces conflits et frictions entre les travailleurs liés aux formes de production précapitalistes et les travailleurs

formés par le capitalisme peuvent être observés directement, sans l'intervention de machines, dans l'histoire du mouvement syndical américain.

La critique des machines – non pas d'un certain type de machines, mais des machines en général – est aujourd'hui réservée aux étudiants d'extrême gauche, qui n'ont manifestement pas besoin de manier des houes et des pioches, ou de travailler en tant que maçons. Cette apologie du monde rural d'antan s'épanouit lorsqu'on est confortablement installé devant le clavier de son ordinateur. Et il se passe alors une chose curieuse. Ces gens hurlent contre les machines, mais ils n'arrivent pas à se passer des ordinateurs et encore moins des portables, qui sont aussi des machines. Ils s'insurgent contre les machines, mais ignorent les tables de multiplication et, lorsqu'ils doivent faire un calcul, ils ont recours à leur cher téléphone portable, pas à leur mémoire. Et quand ils utilisent le *copier-coller* dans leurs travaux universitaires, ne font-ils pas aussi appel à des machines ?

Les ordinateurs sont les seules machines dans l'histoire de l'humanité qui peuvent remplir trois types de fonctions, car ce sont des instruments de travail, des instruments de surveillance et de contrôle, et des instruments de loisirs.

Cela fait des loisirs – également pour la première fois dans l'histoire de l'humanité – une occasion de former la force de travail et donc de développer une plus-value relative. Taper à grande vitesse sur des claviers minuscules, être capable de prêter attention à plusieurs stimuli simultanés, réagir très vite à des situations imprévues, tout cela, qui constitue le «quotidien» des réseaux sociaux et des jeux informatiques, est-ce un loisir ou une amélioration de la qualification professionnelle ? Les deux. Il est donc dans l'intérêt de l'employeur que le travailleur passe son temps libre à utiliser un ordinateur. Un gouvernement qui voudrait restreindre ce type d'activité oisive ou transformer les loisirs en une occasion d'endoctrinement politique créerait des obstacles à la production de la plus-value relative.

Une partie considérable de l'extrême gauche confond aujourd'hui l'activité politique avec l'échange de messages d'une demi-douzaine de mots sur les réseaux sociaux. Dans ce contexte, le contenu des messages est indifférent au capitalisme, et tant mieux pour lui si certains pensent que la politique se résume à cela.

Le problème, cependant, est plus large. Si l'on regarde les statistiques sur l'abstention dans les pays où le vote n'est pas obligatoire, on découvre qu'une partie considérable de l'électorat, parfois plus de la moitié, n'est pas intéressée par le vote. Pour ces personnes, peu importe le parti au pouvoir ou même la démocratie représentative, mais elles seront très mécontentes de tout ce qui limite leur vie privée. Le mot *liberté* signifie aujourd'hui la possibilité de faire ce que l'on veut pendant ses loisirs et dans le cadre de sa vie privée. Si les gens passent leur temps libre de cette manière et s'ils se sentent *libres*, ils iront travailler, je ne dis pas avec plus d'enthousiasme, mais avec moins d'ennui, ce qui augmentera l'intensité de leur travail et même éventuellement leur créativité au travail, deux composantes de la plus-value relative. Ainsi, un gouvernement qui cherche à restreindre la vie privée entrave le développement de la plus-value relative.

C'est pourquoi j'ai écrit dans cette deuxième partie de l'essai : *«Tout comme Xi Jinping souhaite apparemment que l'État fasse fonctionner les mêmes mécanismes que ceux permis par la concurrence entre les entreprises privées, il souhaite également obtenir les résultats de la plus-value relative en maintenant les travailleurs dans un système disciplinaire qui n'a jusqu'à présent conduit qu'à une plus-value absolue. Cependant, il ne me semble pas possible qu'un État atteigne les résultats permis par la liberté d'organisation des travailleurs dans un autre pays, sans concéder cette liberté sur son propre territoire.»*

Luis : Certes, Xi Jinping cherche à créer un régime de contrôle de la liberté d'initiative des travailleurs, et cela impliquera des limitations pour l'économie chinoise. Pourtant, il ne me

semble pas que la restriction du temps d'utilisation des réseaux sociaux aille dans le sens d'une restriction de la plus-value relative.

J'ai l'impression que cette restriction vient du diagnostic, corroboré par certains questionnaires de la Silicon Valley, selon lequel l'utilisation intensive des réseaux sociaux, qui retient l'utilisateur le plus longtemps possible sur l'écran, finit par rendre ce travailleur plus apathique qu'il n'est souhaitable. C'est pourquoi voient le jour des documentaires critiques comme *The Social Dilemma* (*Derrière nos écrans de fumée*, diffusé sur Netflix), qui proposent une révision de ce modèle économique, car ils seraient nuisibles à l'économie capitaliste elle-même.

João Bernardo : A partir de quel moment l'utilisation des réseaux sociaux et des jeux informatiques par les travailleurs devient-il néfaste pour les capitalistes ? Au bout de combien d'heures et de minutes ? Dans les régimes qui garantissent un espace plus large pour la vie privée, on organise des discussions de ce type, auxquelles tout le monde peut participer. Je me souviens d'un exemple récent au Brésil²⁷. Les sociétés de téléphonie mobile elles-mêmes envoient périodiquement aux utilisateurs des rapports rendant compte de l'évolution du temps d'utilisation. Quant aux psychologues et aux psychothérapeutes, ils n'ont évidemment pas voulu dédaigner le filon et des consultations médicales ont été inaugurées dans les hôpitaux pour soigner les victimes de cette nouvelle addiction. Mais les mesures que Xi Jinping a commencé à prendre visent à remplacer cette liberté de discussion et cette flexibilité des décisions par une norme gouvernementale unique, en fixant des limites calculées en heures et en minutes. Je reviens à ma question lancinante : un État donné peut-il obtenir les résultats produits par la liberté d'organisation des travailleurs dans les autres pays, en interdisant la liberté des travailleurs sur son territoire ?

Roberto : Le fait que l'État chinois privilégie la plus-value absolue est-il lié à une sorte d'épuisement (ou d'abandon) du modèle de la plus-value relative qu'il a appliqué au cours des dernières décennies ? Est-ce lié à la faillite du promoteur Evergrande (aux problèmes sur le marché immobilier) ou au réveil des instincts militaristes contre Taïwan (utilisation de moyens extra-économiques, au sens strict, pour tenter d'obtenir des gains économiques qu'il ne serait pas en mesure de collecter par les canaux «normaux» de la plus-value relative) ?

João Bernardo : La nouvelle orientation que Xi Jinping a commencé à imposer est-elle due à des pressions économiques ou à des besoins politiques, ou aux deux, et dans quelle mesure ? À distance et avec le manque d'informations, il est impossible de donner une réponse catégorique pour le moment. Je suis enclin à penser que Xi Jinping partage la vieille illusion selon laquelle on pourrait donner une réponse politique aux problèmes économiques. Ce sont les fascistes, et surtout les nationaux-socialistes, qui ont été les premiers à mettre cette méthode en pratique, et il est instructif de constater qu'aujourd'hui l'extrême gauche en général proclame la même chose. Dans un article récent²⁸, *The Economist* a analysé la situation d'Evergrande, et en général celle du marché immobilier en Chine ; l'hebdomadaire a étudié le système de relations établi entre le gouvernement central et les autorités locales, et ce type d'analyse, combinant le politique, dans ce cas la dimension administrative, avec l'économique, semble prometteur.

²⁷ <https://www.youtube.com/watch?v=mr2XROg3JnI> .

²⁸ <https://www.economist.com/finance-and-economics/how-a-housing-downturn-could-wreck-chinas-growth-model/21805115> .

GLOSSAIRE (établi par le traducteur)

Böhme, Jakob (1575-1624) : cordonnier de son état, auteur de plusieurs ouvrages qui lui valent d'être accusé d'hérésie, à l'origine de la théosophie, courant mystique qui mélange ésotérisme et théologie chrétienne. Selon Joao Bernardo, *«au cours de la transition du XVI^e au XVII^e siècle, au sein de l'aire culturelle germanique, Jakob Böhme a réuni les différents courants hérétiques et les a concentrés en une pensée mystique cohérente, ce qui revient à dire qu'il leur a donné à tous la même dialectique. L'énorme influence de Böhme va bien au-delà de la culture germanique et a contribué, par exemple, à inspirer Newton dans son intérêt pour l'alchimie et les spéculations apocalyptiques (...). Hegel, comme tout Allemand de l'époque, connaissait parfaitement Böhme. (...) Baader, lui-même très influencé par Böhme, qui a dit un jour que Hegel considérait Böhme comme le plus profond de tous les philosophes et «le principal philosophe allemand». En fait, Gurvitch a mentionné ce fait en passant, comme une preuve que «la terminologie hégélienne» «était aussi celle du mysticisme allemand traditionnel depuis Jakob Böhme¹». La dialectique, forme logique du mysticisme, est donc devenue le cœur de la pensée de Hegel.» («Saint Marx, priez pour nous»)*

Capitalisme d'État : pour João Bernardo, cette expression désigne tous les secteurs contrôlés par ce qu'il appelle les «gestionnaires», cette deuxième classe capitaliste qui organise l'exploitation dans un cadre économique global et transnational. Pour lui, le secteur capitaliste d'État peut parfaitement prospérer à côté du secteur privé classique. Le capitalisme d'État correspond donc à *«l'intégration des appareils de pouvoir dans un organisme unifié et à la croissante fonction coordinatrice et centralisatrice, déterminée par le renforcement de l'intégration économique»*. Le «capitalisme d'État» n'est pas une expression réservée aux ex-«pays socialistes» -; il caractérise le monde actuel où les transnationales favorisent l'hégémonie de l'État Élargi et une généralisation de formes modernes de corporatisme.

Cardoso, Fernando Henrique (1931-) : après une longue carrière de sociologue, il devient sénateur en 1982, puis ministre dans les années 1992-1994, et enfin président de la République, deux fois élu, entre 1994 et 2003, année où il est remplacé par Lula.

Conditions Générales de Production (CGP) et Unités Particulières de Production (UPP) :

«Les CGP ne se limitent pas à ce que l'on appelle généralement les "infrastructures" ; elles couvrent l'ensemble du champ technologique, que je définis comme celui dans lequel les rapports sociaux de production s'articulent avec leur réalisation matérielle. Les techniques sont cette réalisation strictement matérielle et c'est dans la technologie que se conçoit l'articulation des techniques avec la société. C'est dans cette perspective que je propose le concept des CGP. Précisément parce qu'elles sont intimement liées au plus grand nombre d'unités productives, chaque unité incluse dans les CGP dépend, à son tour, d'autres unités également classées comme CGP. J'appelle les unités qui ne remplissent aucune fonction de CGP des Unités Particulières de Production (UPP). Je les considère comme particulières car, puisque leur production sert d'intrant à un petit nombre d'autres processus, elles ne remplissent pas de fonctions fondamentales ou centrales dans la propagation des augmentations de productivité. Alors que les CGP initient l'ensemble des changements technologiques et donnent à leurs effets la portée la plus large possible, chaque UPP se limite à véhiculer de tels effets dans la ligne de production dont elle fait directement partie, et dans cette ligne seulement.

Dans toutes ses étapes historiques et ses formes d'existence, le capitalisme requiert l'intégration-diversification qui aboutit à l'articulation entre les CGP et les UPP. Il n'y a pas eu d'évolution d'une phase mythique de "libre concurrence", dans laquelle toutes les unités

productives auraient fonctionné dans une complète particularisation réciproque, à une phase d'intégration. L'intégration caractérise le capitalisme dès l'origine, car sans elle, les mécanismes de plus-value relative, responsables du développement même du mode de production, n'auraient pu se déployer. Ce sont les formes d'articulation entre CGP et UPP qui changent avec l'évolution économique et, à chaque étape historique, de région en région. Une étude des transformations du capitalisme et de sa diversité régionale devrait tenir compte de l'incidence différente des investissements sur un tel ou tel type de CGP et de la manière spécifique dont les CGP s'articulent avec les UPP, c'est-à-dire les divers processus de propagation des remodelages technologiques et de la croissance de la productivité. L'analyse de chaque cycle de reproduction du capital à une échelle élargie devrait montrer quelle CGP ou quelles CGP sous-tendent les mécanismes de cette reproduction. Mais toute cette variété historique et régionale existe comme des formes d'intégration-diversification. Et puisque je m'en tiens dans ce livre à un niveau de généralité qui exclut l'étude des développements historiques spécifiques, je vais uniquement procéder ici à une description typologique des CGP. Le paradigme qui en résulte marque les limites formelles des variantes qui se sont manifestées jusqu'ici. Ainsi, je définis les types de CGP suivants²⁹ :

1) les **Conditions générales de production et reproduction de force de travail** : les crèches et les établissements d'enseignement destinés à former les nouvelles générations de travailleurs ; les infrastructures sanitaires et les hôpitaux ; plus généralement le milieu social, donc le cadre urbain et l'urbanisme au sens large ;

2) les **Conditions générales permettant la réalisation sociale de l'exploitation** afin que le processus de travail aboutisse à la production de plus-value ; les travailleurs sont dépossédés de la possibilité de reproduire et de former de façon indépendante leur force de travail ; ils sont également dépossédés des produits qu'ils créent ; et ils sont tenus à l'écart de l'organisation du processus de travail. C'est le rôle des institutions répressives.

3) les **Conditions générales d'opérabilité du processus de travail**. Ces conditions permettent l'existence matérielle du processus de travail, défini comme processus d'exploitation. Sous le capitalisme, l'exploitation économique des travailleurs requiert des moyens technologiques qui ont une double fonction : ils éloignent les travailleurs de la gestion de la production, et ils mettent à la disposition des capitalistes les moyens d'effectuer cette gestion. Cela inclut les centres de recherche, à la fois théorique et appliquée, à travers lesquels les capitalistes réalisent et reproduisent leur contrôle sur la technologie, en excluant les travailleurs ; mais aussi les différentes formes de captation, de transmission et de stockage des informations qui assurent aux capitalistes le contrôle des mécanismes de décision et leur permettent d'imposer à la force de travail les limites strictes entre lesquelles elle peut exprimer son opinion ou prendre des décisions concernant les processus de fabrication ;

4) les **Conditions générales d'exploitation des unités de production**. Cela désigne les infrastructures, notamment les réseaux de production et de distribution d'énergie ; les réseaux de communication et de transport ; les systèmes de distribution de l'eau et d'élimination des eaux usées et, en général, la collecte des ordures ; la création, la préparation et le conditionnement d'espaces ou d'installations physiques, et l'environnement où les processus de production sont installés ;

5) les **Conditions générales d'opérabilité du marché**. Il s'agit des systèmes de transmission, de croisement et de comparaison des informations permettant l'établissement de relations entre producteurs et consommateurs ; des réseaux de transport et de stockage des produits dont la consommation n'est pas immédiate dans la mesure ils résultent de plusieurs lignes de production ;

²⁹ João Bernardo, *Economia dos conflitos sociais*, Cortez Editora, 1991, p. 158.

6) les **Conditions générales de réalisation sociale du marché**. Elles permettent principalement de stimuler la consommation de certains biens spécifiques produits par certaines entreprises. Elles déterminent un certain mode de vie, l'acquisition de certains biens ou même la consommation en général. La publicité et certains aspects de l'éducation jouent ici un rôle³⁰.

Corradini, Enrico: (1865-1931) : professeur de lycée, directeur de revues littéraires, et auteur de romans et de pièces de théâtre, il défend des idées vitalistes et antimatérialistes. Il dénonce la «*décadence morale*» de la civilisation urbaine, et prône «*le dépassement des factions partisans au nom de la grandeur nationale, entravée et niée [...] par les courants démocratiques et socialistes et la redoutable oligarchie libérale*³¹». Son engagement politique nationaliste devient plus marqué à partir de 1903, notamment grâce à ses activités journalistiques intenses, et il s'oppose violemment aux revendications syndicales et au mouvement ouvrier. Il défend une «*ligne expansionniste-impérialiste que non seulement la bourgeoisie, mais aussi le prolétariat ouvrier lui-même, devront rejoindre une fois soustraits à l'hégémonie socialiste*³²». Il s'inspire des idées de Barrès et Maurras, mais aussi de personnages politiques aussi divers que Gioberti, Mazzini et D'Annunzio. Corradini critique la lâcheté de la bourgeoisie, et prône la conquête de colonies plutôt que l'expansion industrielle et commerciale. Son objectif est de créer un bloc entre les syndicats et les nationalistes. Il crée l'Association nationaliste italienne (ANI) en 1910, qu'il dote d'un hebdomadaire ce qui donne un plus grand écho à sa conception selon laquelle «*L'Italie est une nation matériellement et moralement prolétaire*» qui doit lutter contre les nations «*capitalistes-ploutocratiques*» afin de développer un «*socialisme national*» et un «*esprit militaire agressif de nature révolutionnaire*³³». Il soutient à fond l'intervention italienne en Libye à partir de 1911. «*Corradini distinguait au sein de la bourgeoisie une bourgeoisie intellectuelle, une bourgeoisie politique et une bourgeoisie de producteurs : cette dernière seule était une force saine, et s'opposait à la vieille bourgeoisie politique pacifiste et matérialiste : la seule démocratie acceptable était une démocratie de producteurs dans laquelle capitalistes et prolétaires pouvaient trouver une composition de leurs intérêts*³⁴.»

Tentant de franchir un pas de plus, il se présente aux élections à la Chambre des députés en 1913 mais n'est pas élu. Corradini soutient l'entrée de l'Italie dans la guerre et crée un quotidien avec l'appui de grands patrons des «*secteurs de l'acier, de la mécanique et du sucre*³⁵». Dès 1921 il s'intéresse au parti fasciste et facilite l'entrée de l'ANI dans le Parti national fasciste en 1922. Nommé sénateur en mars 1923, puis ministre d'État en 1928 il est progressivement marginalisé par le régime et mis à la retraite politique durant les dernières années de sa vie.

État Elargi et État Restreint : «*L'État Élargi inclut la totalité des mécanismes responsables de l'extraction de la plus-value, c'est-à-dire les processus qui assurent aux capitalistes la reproduction de l'exploitation, y compris, tous ceux qui, dans le monde de la production et de l'usine, garantissent la subordination hiérarchique et structurelle du Travail au Capital.*

L'État Restreint est celui des pouvoirs classiquement définis (civil, militaire, judiciaire) et des appareils répressifs traditionnels. Et c'est parce que l'État restreint est limité que João

³⁰ J'ai résumé ici les pages 159-161 du livre de João Bernardo, *Economia dos conflitos sociais* (op. cit.).

³¹ Franco Gaeta, *Dizionario biografico degli Italiani*, volume 29, Treccani, 1983.

³² *Idem.*

³³ *Idem.*

³⁴ *Idem.*

³⁵ *Idem.*

Bernardo utilise la notion plus vaste d'État Élargi pour rendre compte de la domination capitaliste aujourd'hui.

Bien sûr, quand on considère l'État de façon globale, il faut prendre en compte l'intégralité de la superstructure politique résultant de l'articulation entre État Élargi et État Restreint. Comme dans le monde capitaliste actuel, l'État Élargi se superpose à l'État Restreint, il englobe également le pouvoir dans les entreprises, tout comme les capitalistes qui se convertissent en législateurs, dirigeants de la police, juges, etc.

En résumé, ils constituent un quatrième pouvoir absolu et concentré, que les théoriciens des trois pouvoirs classiques dans le système constitutionnel ont systématiquement oublié, ou ont peut-être préféré omettre³⁶.»

Gestionnaires et classe bourgeoise : «La classe bourgeoise est définie à partir d'une perspective décentralisée, c'est-à-dire en fonction de chaque unité économique dans son microcosme. La classe des gestionnaires, au contraire, a une dimension plus universalisante et est définie en fonction des relations entre les unités économiques et le processus global. Les deux classes s'approprient la plus-value ; elles contrôlent et organisent toutes deux les processus de travail ; elles garantissent le système d'exploitation et occupent une position antagonique par rapport à la classe ouvrière.

Mais la classe bourgeoise et la classe des gestionnaires diffèrent à plusieurs égards : par les fonctions qu'elles exercent dans le mode de production ; par les superstructures juridiques et les idéologies qui leur correspondent ; par leurs origines historiques différentes ; et par leurs différents développements historiques.

Alors que la classe bourgeoise organise des processus particuliers afin de les reproduire sur un plan plus microcosmique, la classe des gestionnaires organise ces processus particularisés en les articulant avec le fonctionnement de l'économie mondiale et transnationale. Il convient également d'ajouter que, pour João Bernardo, la classe des gestionnaires peut prendre la forme d'une classe apparemment non capitaliste, mais ce n'est justement qu'une apparence. L'exemple de l'ex-URSS peut être très éclairant et est souvent évoqué par João Bernardo³⁷.»

Kita Ikki (1883-1937): journaliste, conférencier, initialement socialiste, il se détourne rapidement du socialisme et essaie de bricoler une idéologie combinant un nationalisme japonais non ethnique (le Japon faisait partie, pour lui, du prolétariat international), le soutien à l'empereur et à l'armée, le panasiatisme, le bouddhisme, le confucianisme, l'expansionnisme territorial et une dose de «justice sociale» (réforme agraire modérée plus quelques nationalisations), ce qui en fait l'un des idéologues de l'extrême droite qu'il rejoint en 1920. «Contrairement aux autres socialistes, Kita avait soutenu la guerre de 1904 et 1905 contre la Russie, et il développa à partir de là un patriotisme de plus en plus radical. Tant dans ses écrits que dans sa pratique, Kita combina un nationalisme agressif avec un programme de réforme prévoyant une vaste étatisation de l'économie et de nombreux droits sociaux pour les travailleurs, y compris la réglementation des relations de travail. Cela permettrait de gagner le soutien du prolétariat urbain et des paysans pauvres à une politique qui assurerait la suprématie japonaise en Asie³⁸.» Il fut arrêté en 1936 puis exécuté l'année suivante pour avoir participé à une tentative de coup d'État militaire.

³⁶ Ricardo Antunes, préface à la deuxième édition d'*Economia dos conflitos sociais*, 2009.

³⁷ *Idem*.

³⁸ João Bernardo, *Ils ne savaient pas encore qu'ils étaient fascistes*, Éditions Ni patrie ni frontières, 2022 (NdT).